

10^e

Consultez les numéros
précédente de la Lettre à Lulu
sur notre site internet :
<http://www.mygale.org/04/luluzima>

La lettre à LULU



**NOUVEAUX
EMPLOIS :
DOMESTIQUES
SUR
UN
PLATEAU** **P. 7**

«Il faut rectifier la vérité» (Hervé Louboutin) - Irrégulomadaire satirique n°14 - Sept. 97

Exclusif

Ouest-France-Dimanche : LE PROJET SECRET !



Ouest-France-Dimanche,
Presse-Courrier,
Ouest-Hersant TV,
Scherrer-Hebdo,
les feuilles nouvelles
se ramassent à la pelle
et les premières victimes
de la guerre du papier
commencent à tomber.

P. 2 et 3

**UN ANCIEN
«COLLÈGUE»
DE XAVIÈRE
À LA
RÉGION** **P. 4**

**LYCÉE
CLEMENCEAU:
QUI FUME LA
MOQUETTE
DE LA SALLE
DES PROFS ?** **P. 9**

Presse-O. change de main

**Grand chambardement à Presse-Océan.
Une nouvelle direction débarque
du Courrier de l'Ouest et affûte
ses couteaux face à Ouest-France.**

«*P*resse-Océan déshabille le Courrier de l'Ouest et l'encule à sec». La formulation est un brin graveleuse mais l'analyse assez juste. C'est, en tout cas, celle qui circule dans les couloirs du quotidien de la rue Santeuil au lendemain de la restructuration du pôle ouest du groupe Hersant (*Le Maine Libre, Le Courrier de l'Ouest et Presse-Océan*).

Une authentique révolution de palais s'est en effet déroulée cet été à la tête des trois journaux, sous la houlette de Pierre-Jean Bozo, directeur délégué du groupe Hersant, plus connu dans la maison sous le nom de «*Restructurator*». Le but affiché est de constituer une seule et même entreprise de presse, éditant trois titres complémentaires sur les Pays de la Loire. *Le Courrier de l'Ouest* à Angers devait être au centre du dispositif, mais c'est finalement *Presse-Océan*, le titre le plus plombé (18 millions de francs de pertes en 95) qui décroche le gros lot, en accueillant le siège du pôle et en récupérant la direction du *Courrier de l'Ouest*, décapitée sans autre forme de procès.

Concrètement, le chambardement se traduit par le vidage de l'en-

semble de la direction de *Presse-Océan*. Jean-Claude Pierre, le directeur général est expédié aux Antilles, Jean-Marie Gautier, le rédacteur en chef attend d'être recasé dans l'un des titres du groupe, et les mandarins de la diffusion et de la pub sont proprement jetés. Rappelons que l'inénarrable Hervé Louboutin, ex-rédacteur en chef adjoint, avait déjà été éjecté avec armes et bagages au printemps. Le pôle ouest, désormais basé à Nantes, est présidé par Jean-Claude Coustal, un ancien du *Havre-Libre*, qui s'est installé dans les locaux de *l'Éclair* avec Christian Coissieu, le nouveau directeur général. Ils sont chargés de mettre en œuvre de nouvelles synergies entre les trois journaux. Il s'agit en gros de faire un quotidien régional présentable, habillé de façon différente à Nantes, Angers, et au Mans. Encore faut-il que les rédactions locales tournent correctement, ce qui n'était pas vraiment le cas à *Presse-O*. *Restructurator* n'a pas fait dans la demi-mesure : il a carrément transplanté à Nantes la rédaction en chef

du *Courrier de l'Ouest*. Les petits nouveaux s'appellent Etienne Charbonneau, rédacteur en chef et Gérard Royer*, rédac' chef adjoint. Ils sont supposés remettre un peu d'ordre dans la rédaction et regonfler des ventes, en baisse continue depuis 10 ans (72 670 exemplaires en 1995, *l'Éclair* et *Vendée-Matin* compris).

L'urgence provisoire

Rue Santeuil, les journalistes, livrés à eux-mêmes depuis une dizaine d'années, ont rapidement mesuré l'ampleur du changement. Réunions tous les matins, réflexion sur le contenu, ils se croiraient presque dans un véritable journal. «*Le nouveau rédacteur en chef est un peu autoritaire*» commente-t-on pour

l'heure, «*mais on ne va pas commencer à gueuler, ça fait trop longtemps qu'on attend une vraie direction.*» La maquette des sports subit déjà des «*changements d'urgence et provisoires*».

Pour l'instant *Presse-Océan* n'affiche aucun projet officiel de quotidien du septième jour, mais y travaille d'arrache-pied en coulisse. Il s'agirait tout bonnement d'une édition dominicale du *Presse-O* habituel, que les nouveaux dirigeants envisagent sortir de leur chapeau juste avant *Ouest-France-Dimanche* (lire ci-contre). Info ou intox ? Réponse dans les boulangeries cet automne, à l'heure de la messe.

Jean-Paul Dossier

* fils de Jean Royer, ancien maire de Tours et grand pourfendeur des capotes.

BIZUT

Des canaris au canard

**Un chiffre biblique,
un point cardinal
suffisent à lancer
un nouveau titre.**

Journaliste économique, salariée de *l'Usine Nouvelle* jusqu'il y a quelques mois, originaire de Nantes, Catherine Bernard y revient pour lancer un concept, le journal qui paraît 14 % des jours de la semaine. Petit nouveau de la rentrée, l'hebdomadaire nanto-nazairien est intitulé «*7 à l'Ouest*». Le capital est constitué autour de Guy Scherrer et de ses relations d'affaires. S'il est béotien ès-entreprises de presse, l'ex-patron de la BN et du FCN qui a perdu ses sphères de pouvoir à Nantes, cherche à

reprendre pied sur la scène locale. Il avait été rencontré par Catherine Bernard lors d'une interview. Mi-

septembre, le capital réuni plafonne à 2,6 MF alors que les prévisions tablaient entre 3 et 4 MF. Objectif :

12 000 exemplaires, vendus 15 F ; sortie le jeudi ; premier numéro le 13 novembre, arrosant à 30 000 exemplaires. 14 salariés, dont 6 journalistes, et des pigistes. 32 pages, trois cahiers en couleurs (actu, forum-débats, vie pratique), une chronique de l'ex-Goncourt Jean Rouaud chaque semaine et même de l'ex-entraîneur des Canaris, Coco Suaudeau qui, si si, causera pêche à la ligne. Mais le journal aura un peu de mal à accoucher de quelques lignes sur les suites de l'affaire du redressement fiscal du FCN qui met en cause la période Scherrer au club des Canaris. Vite, il faut visionner les archives de TF1 traitant des ennuis judiciaires de Bouygues. Histoire de voir comment réinventer les subtilités sémantiques du silence.



Et le 7^{ème} jour, François-Régis créa O.F.-Dimanche

Jadis démocrate chrétien, le quotidien vire au libéral offensif.
Dieu y reconnaîtra-t-il les chiens ?

Grande nouvelle : *Ouest-France* aurait fusionné avec Hersant. Ou le contraire. Et depuis cette méchante rumeur, l'âme de *Ouest-France* hésite entre petite communion et confirmation. Vendu au libéralisme forcené, le premier journal de l'Ouest et de France ? Sans parler de capitulation, faisons une récapitulation. Michel Nozière, PDG des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, est débauché du groupe Hersant. Il arrive à Rennes comme n°2 en mars 97 pour faire le boulot de restructuration. Quatre mois plus tard, *Ouest-France* annonce l'achat clé en main d'un supplément télé hebdo. A qui ? Au groupe Hersant. Ceux qui ont fait carrière dans la maison tombent des nues. Qu'un journal comme *Ouest-France* renonce à maîtriser ce qu'il offre à ses lecteurs, c'est déjà un comble. Sans parler des fondateurs, ces résistants qui doivent frémir ou dont la poussière doit se retourner sous terre de voir leur enfant copiner avec l'empire de Robert Hersant, au passé si chargé sous la Collaboration. Avec l'annonce du magazine télé, Nozière a lancé un plan de 180 départs en retraite anticipée, soit 10% de l'effectif du quotidien. *Il y a deux ans, on parlait de projet d'entreprise, aujourd'hui de plan social* grince le syndicat SNJ. Sept cadres ont aussi été sortis de leurs placards et priés de déguerpir, avec une belle prime à la valise, s'entend. Auparavant, la direction n'avait pas jugé bon d'éteindre la rumeur alarmiste que propageait une liste officieuse visant une quarantaine de cadres. Panique sur le plateau de Chantepie, au siège. Services médicaux et sociaux de l'entreprise sont assaillis. Les syndicats ont fini par arracher un démenti officiel. Serait-ce l'ère du management par la trouille ?

O.F. reçu 7 sur 7

Cette cuisine allégée s'accommode en passant de nouveaux plats. A par-

Un auto-rachat à 527 patates

Pour protéger le journal d'appétits capitalistes, la société *Ouest-France* s'est scindée en deux en 1990, le journal se retrouvant contrôlé par une nouvelle association. *Ouest-France* s'est donc racheté, sous forme de crédit bail. Ce qui vaut la charge de Philippe Amaury, héritier des actions de son père. Actionnaire minoritaire, il juge cette opération plus qu'opaque et dénonce un système classique de sous-holding pour occulter un accès possible aux comptes. Depuis sa plainte, l'enquête judiciaire est toujours en cours et irrite régulièrement le PDG François-Régis Hutin. Aujourd'hui, le syndicat SNJ annonce que 527 millions ont été mangés par l'opération de rachat de la société *Ouest-France* lors du changement de statut : *«Sous couvert d'indépendance, cette restructuration a aussi privé le quotidien de plusieurs branches juteuses du groupe»*. Cinq cents et quelques patates qui auraient été appréciées pour finir les fins de mois.

tir de cet automne, le nouveau menu prévoit la parution du quotidien tous les jours de l'année, dimanche et jours fériés. Le futur "journal du dimanche" sera managé par Yvon le Chevestrier. Thierry Guidet quitte la tête de la rédaction de Nantes pour devenir n°2 d'une équipe d'une demi-douzaine de journalistes. Envisagée depuis vingt ans, la formule dimanche a été étudiée depuis cinq ans par une cellule de réflexion. Format tabloïd, la dernière mouture était d'abord cantonnée au Finistère, Morbihan et Côtes d'Armor pour concurrencer *Le Télégramme*, rival tonique et offensif qui prépare aussi une édition dominicale. Finalement *O.-F.* étend son projet à toute sa zone de diffusion, selon une formule magazine, un peu réchauffée par l'actu départementale du samedi. Dans le même périmètre, *le JDD, le Journal du Dimanche* vend à 80 000 exemplaires. Un marché. Première salve de l'offensive, le supplément télé désormais commun pour Hersant et *Ouest-France*, sera proposé le vendredi aux acheteurs d'O.-F., grillant d'un jour le même produit associé à *Presse-Océan, Le Courrier*

de *l'Ouest* et *Le Maine Libre*. Ce qui fait dire aux salariés d'Hersant qu'ils font les frais de la concurrence que leurs dirigeants se livrent à eux même pour vendre du papier. C'est pas comme ça qu'on va repeupler les forêts.

Citizen Case

L'hebdo qui plumait les pigistes

Pages Emploi, l'hebdomadaire régional de l'emploi et de la formation, ne manquait pas d'ambition. Lancé en mars 97, ce support grand public, distribué sur la Bretagne et les Pays de la Loire entendait révolutionner le marché de l'offre d'emploi. Plutôt bien fait, émaillé d'enquêtes et de reportages, le journal prétendait assurer des revenus décents à ses collaborateurs. Résultat des courses : la gérante, Marie-Claire Giovannetti, et le directeur, Franck Hazelart, ont fermé boutique au bout de six numéros, procédé à une liquidation judiciaire éclair et mis leurs employés à la rue. Les photographes et les pigistes (journalistes payés à l'article) n'ont pas été payés et peuvent d'ailleurs se brosser pour récupérer le moindre franc : ils sont considérés par le liquidataire comme fournisseurs et non comme salariés. Non contents de monter un business sur le dos des chômeurs, les créateurs de cette éphémère entreprise de presse ont fait reculer les droits des salariés précaires à Nantes. Encore bravo.

A NOS LECTEURS

Afin de contrecarrer les manœuvres capitalistiques de la presse nantaise (voir nos articles ci-contre), la Lettre à Lulu a décidé de s'allier avec le groupe Matra-Hachette bien connu des coursives de la bourse de Paris. Une décision qui nous permet d'augmenter de 1200 à 1700 exemplaires notre diffusion, soit une progression de 41%, en ouvrant tout de suite 10 nouveaux dépôts-vente dont les «Relais H» de la gare et de l'aéroport de Château-Bougon.

Qu'on se le dise !

L'éditeur

NE DITES PLUS INTERLOPE - NE DITES PLUS BISCUITS NANTAIS, DITES BUSINESS NÉO LIBÉRAL - NE DITES CONCOMBRES MASQUÉS

Le Forum des vecteurs glissants

Présenté comme une réussite de l'expression directe, le courrier des lecteurs d'*Ouest-France* ne dit pas tout ce qu'il dit. Les habitués du «forum des lecteurs» ont pu suivre, en septembre, une joute musclée entre une lectrice apparemment très fâchée et le CRDC, section arts plastiques. Objet du pseudo-débat : un texte de présentation de «Fin de Siècle» décrivant lourdement sous forme de recette de cuisine la coopération entre plasticiens nantais et sud-africains. L'échange de mots doux, au prétexte un peu court n'était en fait qu'un épisode de la guérilla semi-publique que se sont livrés pendant deux ans Luc Douillard, licencié du CRDC et son ancien patron Jean Blaise (Lulu n°11/12)*. La lectrice en question, n'est autre que la compagne du salarié licencié, qui poursuivait ainsi Blaise de ses assiduités. *Ouest-France* s'est gaillardement laissé piéger, tout comme *Talents 44*, qui ont publié in extenso la lettre accusatoire. Le même «forum des lecteurs» a pareillement été instrumentalisé le 7 août dernier. Un lecteur, un dénommé Hélyon, répond à un précédent courrier mettant en cause les subventions publiques touchées par le marquis de Sesmaisons pour retaper son château (lire p. 5). Lettre qui défend le marquis avec véhémence, lettre que *Ouest-France* publie sans sourciller. Sans préciser que le susnommé Hélyon est conseiller municipal minoritaire à la Chapelle-Sur-Erdre, au sein du groupe mené par le marquis de Sesmaisons. C'est plus un forum, c'est un bal masqué...

* La négociation marathon menée depuis deux ans a pris fin. Les deux parties sont tombées d'accord sur le montant du chèque : 200 000 francs, accordés à Luc Douillard pour solde de tout compte, qui s'ajoutent aux indemnités légales versées au lendemain du licenciement. Patron, l'addition !

NE DITES PLUS INTERLOPE - NE DITES PLUS BISCUITS NANTAIS, DITES BUSINESS NÉO LIBÉRAL - NE DITES CONCOMBRES MASQUÉS

Couëron : la droite adopte la position du démissionnaire

L'opposition du conseil municipal de Couëron a réinventé l'autodissolution collective chère à Chirac, avec autant de brio que de panache, puisque ce sont non seulement les sept élus «Couëron demain» qui ont démissionné fin juin mais également les vingt-six autres candidats de la liste divers droite, qui eux, n'avaient pourtant pas été élus...

Une démission de masse décidée en représaille du «manque de respect et de considération» de la majorité «socialo-communiste» suspectée en outre d'utilisation «douteuse» des fonds publics affectés au plan pluriannuel d'investissement. Dans un tract distribué à la population, les élus démissionnaires n'y vont pas avec le dos de la cuillère : «350 millions de centimes gaspillés, peut-être pas pour tout le monde !

Durant notre mandat, nous préférons la collaboration entre élus et services municipaux, il est vrai que nous n'avions pas à financer de parti politique. Interrogés sur ces insinuations, les signataires se font moins précis : «Chacun est libre de l'interpréter comme il veut... C'est vrai qu'il aurait peut-être fallu développer davantage». Une libre interprétation qui leur vaut quand même une plainte pour diffamation de la majorité municipale dirigée par Jean-Pierre Fougerat.

Comme quoi, à vouloir tirer plus vite que son ombre, on risque toujours de se mettre une balle dans le pied. Résultat des courses : le conseil municipal de Couëron se retrouve sans opposition jus-



qu'en 2001, celle-ci devant désormais se contenter des bancs du public, en attendant ceux du palais de justice.

UN TÉNOR DU BARREAU DE PARIS AU PROCÈS DE JEAN-MARC

...IMAGINEZ CET ENFANT DE LA CAMPAGNE MAIRE D'UNE BANLIÈRE CHAUDE À 27 ANS, AVEC MITTERRAND POUR SEUL MODÈLE...



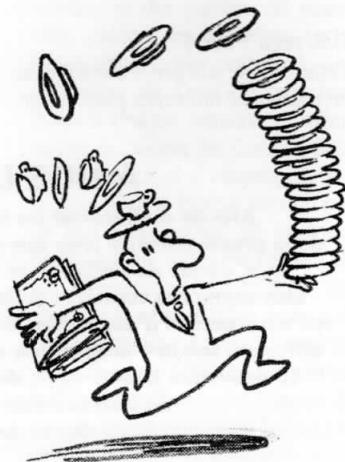
NANTES ACCUEIL

Un ancien "collègue" de Xavière à la Région

Mis en cause dans l'enquête que mène actuellement la police judiciaire sur la gestion de la Région (Lulu n° 11/12), Jean Cuvelier, le directeur général des services, vient de prendre discrètement la tangente en faisant valoir ses droits à la retraite. Le communiqué ne précise pas s'il a emporté les 150 000 francs de vaisselle et de linge de maison

payés en 1992 par la Région pour équiper son logement de fonction. Cette histoire ne fait pas vraiment les affaires de Jean-Pierre Caillois, son remplaçant, qui pensait, en venant à Nantes, goûter aux plaisirs simples de la vie provinciale. Le nouveau directeur arrive en effet du conseil général de l'Essonne, ancien employeur d'une certaine Xavière

Tibéri, auteur de rapport à succès. C'est également en Essonne que la justice a mis la main, en juin 1996, sur un «manuel de la corruption» à l'usage des élus RPR, au domicile d'Alain Josse, ancien vice-président du conseil général. Jean-Pierre Caillois souhaitait quitter la région parisienne pour échapper à cette atmosphère délétère. C'est réussi.



ANASTHASIE

Nettoyage d'été à Saint-Brévin

Le bulletin municipal d'été de Saint-Brévin a carrément passé à la trappe le billet de l'opposition. Le maire de droite, Christian Renaudineau n'a pas supporté l'ironie, pourtant bon enfant, du texte du groupe de gauche se contentant de noter l'absence de projet culturel, et de position sur le projet de centrale nucléaire au Carnet, sans parler des incidences sur le commerce et le tourisme. Droite ou gauche, le principe de cette libre parole avait pourtant été instauré par délibération du conseil depuis

1989, alors que Christian Renaudineau était dans l'opposition, et bénéficiait pleinement de cette tribune libre. «Si l'opposition veut faire des tracts, ça les regarde, mais notre stratégie de communication est claire, pas d'information polémique qui n'intéresse qu'une minorité dans nos revues d'informations communales. Ce ne sont pas des journaux...», se défend le maire. La prochaine fois, il essaiera de ne pas oublier d'écrire lui-même le mot de l'opposition. Mais il oubliera peut-être de le passer.

Intervilles se prend les doigts dans les questions

Le Puy du Fou accusé d'avoir triché lors des épreuves d'Intervilles. Une nouvelle épreuve pour l'honneur de Filou de Villiers.

Assurons Jean-Marie Delahaye, sachem barbu du Puy du Fou, du soutien outragé des braves gens. *Le Canard Enchaîné* a dénoncé une entente illicite entre les «intellectuels» du Puy du Fou et l'arbitre d'Intervilles qui aurait soufflé par signes des doigts les réponses aux questions du jeu. Calomnie odieuse, cabale honteuse. Même si les preuves sont accablantes, même si TF1 dit porter plainte contre l'anima-

teur Olivier Chiabodo accusé de triche, Le Puy du Fou déclare aussi traîner *le Canard Enchaîné* en justice pour crime de lèse-si-belle-aventure-humaine-vendéenne. *«Je n'accepte pas qu'on attaque les Puyfolais, que certains prennent la liberté de nous faire du mal»* se lamente l'ineffable Delahaye. D'accusé de recel de gruge, Bruno Retailleau, ex-député et répondeur de questions à TF1, se fait accusateur

AFFAIRE "INTERVILLES": DE VILLIERS S'EXPLIQUE



en prétendant avoir été volé de quelques points lors du même Intervilles l'opposant à Ancenis. Le clone du Vicomte a même craché dans la soupe en déclarant à *Presse-Océan* : *«J'ai même cru comprendre qu'on nous avait vidé quelques sacs qu'on devait trans-*

porter pleins lors d'une épreuve» le Puy du Fou était en tête, trop largement en tête, *«ce qui n'est pas bon pour l'audimat paraît-il»*. Paraîtrait que les vachettes communiquent par signes : un coup de sabot dans la poussière, je t'encore, deux coups aussi.

ENFIN LA SOCIÉTÉ DU PARTAGE



VIELLERIES

Patrimoines particuliers

Chef-d'œuvre en péril, la vieille noblesse provinciale ne crache pas sur les picillons du bas-peuple pour retaper ses vieilles pierres.

Entre gens du même linge, on se congratule : *«Ces personnes doivent être considérées comme des bienfaiteurs du patrimoine, et être complimentées pour leur courage et l'amour de cette maison»* a tartiné Luc Dejoie, président du conseil général à son numéro 2, le marquis Donatien de Sesmains, ex-maire de La Chapelle, actuel vice-président du conseil général et propriétaire du château de la Desnerie, retapé grâce à 231 200 F de subsides publics venant moitié du Département, moitié de l'Etat. Charles-Henri de Cossé Brissac, sénateur-maire de St-Mars-la-Jaille et président d'honneur du conseil général (après avoir été 18 ans président en titre), a lui empoché 320 000 F de la Région et 800 000 F de l'Etat pour restaurer son

beau chatiau de famille. Pouvaît pas palper du département de Loire-Atlantique, son doux nid est en Maine-et-Loire... Quant à Isabelle Le Gualès de Mézaubran, maire de Joué-sur-Erdre, ex-conseillère générale, elle bénéficie des subsides du Département (320 000 F), des Pays-de-la-Loire (115 600 F) et de l'État (115 600F) pour la première tranche des réparations de la chapelle de son château de Lucinière. Un détail : à part le château de Brissac, visitable de Pâques à la Toussaint, aucun de ces monuments de famille n'est ouvert au public*. Mais ils sont très ouverts à l'argent public.

** Dans leur immense mansuétude, le marquis de Sesmains et Mme de Mezaubran ont ouvert la cour de leur demeure au petit peuple, mais uniquement pour la journée du patrimoine.*

BOUT DE ROULEAU

LA CAISSE CUITE DU BARON

Nul n'est à l'abri : même une voiture de maître peut souffrir d'un mal étrange, l'amnésie de compteur.

On a retrouvé une des voitures officielles qui a servi à Olivier Guichard à descendre aux frais de la princesse dans sa propriété bordelaise de Lalande-Pomerol. En fin de carrière, ces véhicules de maître ont l'air de s'offrir une deuxième jeunesse. En octobre 1995, un assureur baulois achète une rutilante 605 SD 24 au concessionnaire Peugeot de La Baule. Le garage la tient de l'épouse d'un haut fonctionnaire de la Région qui prétend aujourd'hui ne rien savoir de cette affaire. La dame a certifié par écrit le kilométrage de la belle occase qui n'affiche alors que 90 000 km au compteur. En fait, la 605 a roulé deux fois plus, pas loin de 200 000 km. *«Astiquée tous les jours, la voiture était superbe, mais complètement cuite»*, dit l'assureur qui, après 70 000 F de frais en six mois et la reprise de la belle auto au bout du rouleau par le garage, se livre à une petite enquête. Chez divers concessionnaires, il retrouve la trace des interventions, et le kilométrage à chaque réparation. Comme ces 161 712 km notés lors du remplacement des amortisseurs arrière le 21 décembre 1993. Il a aussi découvert que la voiture avait été étrangement «gommée» de l'informatique de Peugeot-France qui mémorise les interventions sur ce genre de véhicule bourré d'électronique. Depuis, le directeur du garage baulois est décédé. Interrogé sur ce maquillage de la 605, le procureur de St-Nazaire se souvient bien de l'affaire, mais ne retrouve pas trace de la procédure engagée. Finalement, cette 605 aura bien roulé, surtout l'acheteur de dernière main.



La pochothèque de la Wehrmacht à Batz-sur-mer

Un demi siècle après le blocage de braves soldats du Reich dans une poche, de braves nostalgiques de la mode de l'époque réhabilitent la mémoire vert-de-gris.

Depuis cet été, un blockhaus de Batz-sur-Mer présente une belle brochette de mannequins en uniformes de la Wehrmacht. Ce musée privé de la poche de St-Nazaire se revendique comme le «*dernier bastion de la résistance allemande*» en Europe. Vous avez bien lu : résistance allemande ! Faut oser... A l'époque, les vrais résistants écopaient du qualificatif de «*terroristes*». Enfin dans les kommandanturs uniquement. Installé dans un ancien bunker allemand loué à la Marine nationale, ce musée fait la part belle aux uniformes et armes de l'armée hitlérienne, reconstitue chambrée, PC radio, armurerie, salle des machines, bureau de commandement.

Invités à l'ouverture, certains anciens FFI se sont défilés. D'autres n'ont pas perçu l'ambiguïté et ont accepté l'invitation. «*Jusqu'à preuve du contraire, je n'ai pas lieu de suspecter leurs intentions*» dit le maire de Batz, le communiste Pierre Le Berche en reconnaissant que les créateurs, Luc et Marc Braeuer sont fascinés par le passé militaire à croix gammée. Lors des cérémonies du 8 mai dernier à Batz, leurs ricanements même pas voilés ont choqué : comme s'ils narguaient les élus de la commune rouge, assez naïfs pour les avoir accueillis et avoir financé un beau parking. Les deux frères poussent la passion jusqu'à revêtir eux mêmes leurs uniformes de collection pour se prendre en photo. Depuis janvier 1995, ils tiennent à Paris la librairie Heimdal*, spécialisée en ouvrages sur la deuxième guerre mondiale et spécialement les opérations militaires du régime nazi. Les éditions Heimdal publient des bouquins sur les bataillons d'élite du Reich, diverses divisions SS dont la garde personnelle d'Hitler, des récits d'officiers SS, les mémoires d'un as des sous-marins. Pour faire bonne figure, la librairie propose aussi des livres sur des opérations militaires des Alliés. Mais Panzers, U-boote, V1, tout est au catalogue. Même les Stukas de la Luftwaffe grâce à un album commis par le chanteur Herbert Léonard !

De là à soupçonner le nouveau musée de Batz de nostalgie pour le Reich, il n'y aurait qu'un pas. De l'oie.

* Heimdal est un dieu de la mythologie nordique à qui on attribue la création de trois classes, les esclaves, des hommes libres et des jarls, les rois.

NOIR C'EST NOIR

Chaud, le commissaire

«*J* Jeans et santiags, cheveu noir corbeau et regard brûlant d'une fièvre intérieure, François Farinelli grille une énième Rothmans rouge. Enjambe un carton. Emballe des années de souvenirs punaisés sur les murs de son bureau. Son antre. Une cible aux impacts groupés, plein ventre, à 15 mètres, en tir rapide...» Coloré, le portrait du nouveau patron de la PJ nantaise, broché le 31 août dernier par Presse-Océan. «*Un peu cow-boy, Farinelli, «Fafa» pour ses hommes, marche à l'adrénaline. Appliquant sur le terrain une technique du «rouleau compresseur».* (...) En neuf ans de métier, le tableau de chasse

des équipes qu'il a dirigées est éloquent. Vingt-cinq interpellations après une filature de Saumur à Lyon, 80 kilos d'or pur récupérés, des armes, du shit, des explosifs». Si on comprend bien, petites frappes et gros bonnets nantais ont intérêt à numéroter leurs abattis. Le nouveau patron n'est pas un tendre. Qu'ils se rassurent cependant, leurs jours ne sont pas immédiatement en danger : «*S'il a souvent dégainé son Beretta 9 mm parabellum, François Farinelli s'enorgueillit de n'avoir jamais eu à tirer une seule fois depuis deux ans et demi.*» Pourvu que ça dure.



SALUT LES CROÛLANTS

Les vieux nantis privés de pilule

Un hasard malheureux mais opiniâtre s'est abattu sur les livraisons de médicaments dans la résidence des Castalies, maison de retraite haut de gamme pour gens aisés et bonnes familles nantaises. Pour un peu moins de 20 000 F par mois, gîte, couvert et le toutim sont fournis aux nantis en fin de parcours. La directrice de la résidence ne traite qu'avec ses pensionnaires. Pas question d'avoir comme interlocuteur un membre de la famille, un proche, même si ce sont eux qui règlent les factures. La dame sélectionne aussi les fournisseurs du secteur médical ou paramédical. Des fournisseurs exclusivement exclusifs. En épluchant les factures de médocs de sa mère, en pension complète à la résidence, et en comparant les quantités livrées dans la chambre, un monsieur a relevé des «oublis». Quatre fois, des boîtes manquaient dans des lots couvrant un traitement d'un mois ou plus selon les ordonnances. A chaque fois, moins de 100 F de gélules, pilules, ampoules ou comprimés passés aux oubliettes. Comme la bonne vingtaine de pensionnaires, l'apothicaire n'a pas toute sa tête. Le surmenage, sans doute. Pris l'oubli dans le sac, et après avoir reçu un courrier de protestation, le pharmacien est venu livrer ce qui manquait. Confus, bien sûr. Mais après la fin du traitement. Pas question pour ce pharmacien respectable de laisser penser qu'il pratique l'escroquerie homéopathique.

BABETH TROUVE UN JOB AUX LABORATOIRES FOURNIER



Domestiques sur un plateau

**Il faut savoir lâcher un peu de blé pour appâter les réticents.
Ou comment faire marner des domestiques à coups de fil.**

Bienfaitrice de l'humanité, entreprise érigeant la philanthropie au rang de valeur cotation en bourse, la Lyonnaise des Eaux s'intéresse aux petits boulots. Au point de monter à Nantes, avec le District et la Caisse des dépôts et consignations, une plate-forme téléphonique dénommée «City-services», pour relier offre et demande de ménage, repassage, jardinage, garde d'enfants, livraisons de courses, menu bricolage domestique. Autant de services à domicile proposés par des associations d'insertion, mais aussi, depuis janvier 96, par des sociétés privées. Vice président du CNPF, le Nantais Georges Drouin a mené une étude sur ce marché pressenti comme juteux une fois que le libéralisme forcené aura fait le ménage des bons sentiments. Le n° 2 des patrons estime le fromage à 35 milliards de francs pour la France ! Rien moins. Lancée à Nantes à la mi mai, l'idée de cette plate-forme s'est heurtée à une forte opposition des associations intermédiaires et d'insertion, qui craignent d'être réduites à des pourvoyeurs de main d'œuvre, agences d'intérim au rabais.

Une carotte d'1,6 MF

Pour allécher les associations réfractaires, le premier adjoint nantais Patrick Mareschal leur a écrit le 1^{er} septembre en brandissant une grosse carotte qui a tout l'air d'une grosse ficelle : un peu moins de 27% des 6 MF du fonds social européen capté pour cette opération jusqu'en 1999 pourrait revenir aux associations

pour la formation de leurs ouailles. «C'est pas une petite affaire» dit-on à la Lyonnaise. Effectivement : 3 MF apportés par la Lyonnaise et la Caisse des dépôts pour la plate-forme téléphonique employant cinq personnes, un directeur et une chargée de mission. Plus les 6 MF (un million d'écus) tombant de Bruxelles, ça fait une belle somme. Initialement fixée au 1^{er} septembre, la mise en service du plateau a été reportée de deux mois. Outre les associations qui traînent les pieds, certains socialistes nantais sont très réticents, alors que la CFDT et

l'Acener qui regroupe les comités d'entreprises, ont pris leurs distances avec le projet. Nombreux craignent le développement d'une nouvelle domesticité pour classes moyennes, sans convention collective garantissant les droits des salariés. Et comment passer de l'emploi en miettes d'heures à une réelle professionnalisation du secteur ? Après les nouveaux pauvres, les nouveaux domestiques...

* En Maine-et-Loire, mais sans opérateur capitaliste, une plate-forme similaire réunit associations, syndicats, mutuelles. Cet outil se préoccupe du respect des conventions collectives, pour le client comme pour le salarié.



Bécassine pousse fort
Un groupuscule potachobretonnant intitulé «Wonder Bécassine» a posté au domicile de Jean-Marie Pousseur, adjoint M.D.C. à l'éducation, un colis rempli d'excréments humains, «réplique parfaite de votre parti jacobin et raciste, de ses agissements colonialistes en Bretagne, de sa politique d'anéantissement de la langue bretonne». Pas de pot pour les chieurs (ni pour les services postaux !), l'adjoint visé n'est pas venu retirer son paquet-surprise. Comment dit-on «avoir le nez creux» en breton ?

Pour vivre heureux, dépensons caché

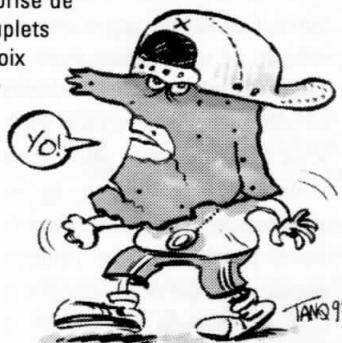
De 1969 à janvier 1996, le précédent maire d'Aizenay (Vendée), deux premiers adjoints successifs et deux agents municipaux planquaient dans un coffre à la mairie et sur des livrets d'épargne ce que rapportait la location de terrains communaux. Ces fonds occultes payaient des frais de déplacements, des aides aux personnes en difficulté. En tout, 350 000 F en 27 ans. Ce qui n'en fait qu'une caissette. Le pire, c'est que cette dissimulation ne servait à rien : «Il semble que toutes les dépenses réalisées à partir de fonds occultes auraient pu être exécutées sans difficulté conformément à la loi et retracées dans le budget communal», selon la chambre régionale des comptes. Depuis plus d'un quart de siècle, Aizenay pratiquait l'occultisme inutile.

RAPIÉÇAGE

PAYS DE LA RELOI

Eh, toi, le jeune, t'entraves le ligérien dans le texte ?

La région des Pays de La Loire ne sait plus quoi inventer pour draguer les jeunes et trouver une âme à un territoire de bric et de broc. En 1998, la 3^{ème} édition du festival des Lycéens va engloutir 1,750 millions de francs. Soit 59 % d'augmentation de budget en deux ans ! Ciblant les mêmes kids, un clip vidéo de 8 minutes, est diffusé depuis la rentrée dans les Centres de documentation des lycées. Le coût ? «Plus de 300 000 F» répond-on à la Région. On a même loué un hélico pour la prise de vues aériennes du final. Balancés sur un air de rap raplapla, dix couplets causent le jeune dans le texte. Échantillon à s'imaginer scandé d'une voix rap : «Et puis la plus belle mission de la Région, c'est aimer et faire aimer/ Aimer notre patrimoine et faire aimer le littoral, les parcs naturels, les cours d'eau/ Se couler dans l'air salin de ces paysages grisants que l'on parcourt au grand galop/ C'est faire découvrir nos sites et nos belles demeures, nos églises, nos abbayes/ C'est aussi te faire craquer pour les plages de l'Atlantique, ou encore les vieilles cités du pays (...).» Summum de la démagogie, le refrain à entonner dans les cages d'escalier avec le ton haché et la casquette à la rebique : «La région... des Pays de la Loire/ Ta région... des Pays de la Loire». Un peu relou, les Ypés de la Reloi.



PLUS LE JOUR DU SEIGNEUR, DITES LA FESSÉE À LULU Pardon, Léon

Comment avons-nous pu écrire dans le dernier numéro que le groupuscule «Révolution!» était trotskyste, alors que justement cette «orga» était post-trotskyste, scission de la Ligue communiste révolutionnaire dûment trotskyste. Les adhérents à «Révo !» ont quitté la Ligue parce que franchement, finir avec un piolet dans le crâne, ça ne tentait pas grand monde. Nos excuses au passé et aux tables rases.

Le médecin repoileur ne crâne plus

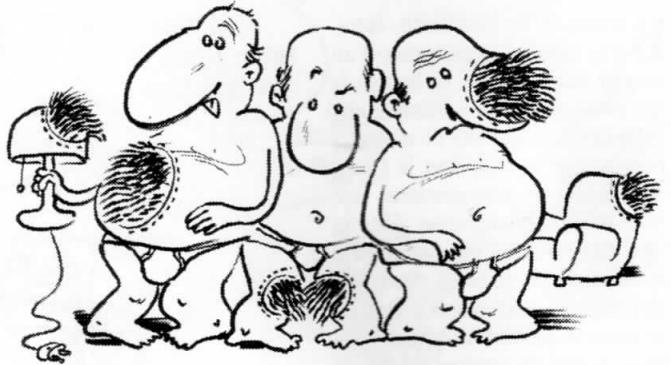
L'Ordre des médecins est tombé sur le poil d'un toubib, opérant dans une soi-disant clinique du cheveu.

Quand le caillou se déplume, les chauves débutants se résignent, ou tentent de se masquer l'affront. La technique des micro greffes taillade une bande sur la nuque pour la morceler en implants greffés sur le devant du crâne. Contre 14 500 F par tête de pipe, ce procédé est pratiqué sous anesthésie générale au «Centre de médecine esthétique capillaire», implanté dans les beaux quartiers nantais, bd Guisth'au, par un ancien moniteur d'auto-école. Le centre graisse la

patte aux coiffeurs pour qu'ils servent de rabatteurs. Déjà, cet établissement commercial pousse un peu le scalpel en s'intitulant «clinique» dans l'annuaire, alors qu'il n'a aucun agrément officiel comme établissement de soins, et en prescrivant des ordonnances sans aucun nom de médecin. Les patients ne savent jamais quel toubib leur replante des mèches. Comme si chaque docteur opérerait masqué. Pour avoir pratiqué ce jardinage du poil de crâne sans aucun titre en

CHIRURGIE CAPILLAIRE

LES ALEAS DU TRAVAIL AU NOIR...



chirurgie esthétique, sans contrat liant à la pseudo clinique, mais en bénéficiant indirectement de sa pub, le docteur Jean-Pierre Savina, de

Haute Goulaine, a été condamné par l'Ordre régional des médecins à six mois d'interdiction d'exercer. A partir du 1^{er} novembre, pile poil.



ERIC SAGOT

POMPE LARD

Le colonel sapeur et ça reproche

Pompier en chef, le colonel Louis-Paul Lamandé est directeur départemental des services d'incendie et de secours. Depuis 1989, il loge gratuitement dans un hôtel particulier. Voiture de fonction, téléphone et électricité sont aussi pris en charge par le département. «Je travaille 70 heures par semaine, 35 week-ends par an, sans prendre tous mes congés. Il semble normal d'offrir à sa famille quelques compensations...», rétorque Louis-Paul Lamandé. Le loyer, de 7933 F (en 1994) a été entériné par une délibération officielle de son patron, Luc Dejoie, mais plus de trois ans après signature du bail.

Pas très régo ni transparent, note la chambre des comptes qui relève aussi que le même colon bénéficie, en tant que chef de corps, d'une première indemnité de 11% de son traitement de base (plus de 20 000 F, selon les syndicats). A ce bonus légal s'ajoute une «indemnité spéciale de qualification» aussi de 11%, mais qui n'existe plus depuis un décret du 8 décembre 1980. «C'est l'Etat qui est en faute en ne nous octroyant pas un régime indemnitaire», dit le colon. Pour le sapeur pompier de base, l'indème globale n'est que de 6% rappelle la CGT des pin-pon qui fait feu à volonté sur ces avantages aux chefs.

AH QUEUE !

Les chômeurs condamnés au poireau

L'administration a trouvé un moyen de retarder de quelques heures l'augmentation des mauvais chiffres du chômage. Depuis mars, les premières inscriptions des demandeurs d'emploi sont regroupées par l'Assedic à Chantenay, dans un bâtiment neuf à la Zac de la Janvraie, à l'ombre du pont de Cheviré. Ouverture : 8h30-12h, 13h-14h30. Et seulement trois heures le mercredi matin. Sur place, rien à grignoter, rien à boire. Outre une heure de transport pour s'y rendre, certains chômeurs peuvent poireauter pendant 4 heures, ticket en main, sans être avertis du délai d'attente. «Ça me paraît beaucoup. Pour moi, le temps moyen global est d'1h30 d'attente» dit le chef d'antenne de ce service débordé qui regrette la sous utilisation du serveur vocal de renseignements, de l'actualisation par téléphone et

minitel, et parle de ceux qui patientent en termes de «stock à écouler». Et doit rêver de flux tendu et de rupture de stock. Ne dites plus demandeurs d'emploi, dites stock en attente de traitement.



Stagiaires à la croque au sel

L'école du sel forme de bon paludiers, sachant conjuguer soleil, eau et docilité.

Pour avoir décidé de s'installer comme indépendant et de ne pas adhérer à la coopérative «Groupement des producteurs de sel» à la fin de sa formation, Stéphane, un apprenti paludier s'est fait jeter comme un malpropre par son maître de stage, adhérent de la coopérative, et frère de son président. *«Je l'ai viré de mes marais. Je ne veux pas former un concurrent»* dit-il. Pourtant le diplôme d'État préparé par les sta-

giaires est financé par la Région, sous l'égide de la Chambre d'Agriculture dont le responsable de la formation, Jean-Pierre Matelli précise : *«Pas question que la formation soit asservie à l'adhésion à une quelconque organisme professionnel ! Même si certains paludiers ont tendance à croire que le dispositif de formation -qu'ils ont il est vrai créé- leur appartient»*. Les dirigeants de la Chambre d'Agriculture

se préparent à un recadrage sévère. Si Stéphane poursuit son stage chez un autre professionnel moins obtus (bien que membre de la coopérative), trois autres stagiaires ont été sanctionnés pour avoir dénoncé par tract cet abus de pouvoir. Eux qui voulaient entrer à la coopérative ont été décrétés indésirables, traités d'emmerdeurs, de fascistes ! Pas question de laisser ces malpropres mettre leur grain de sel.

BATRACING

Salade de grenouille

C'était un des gags aussi fameux que fumeux du scandale du SIVOM de La Baule. Un élevage expérimental de grenouilles vertes non commercialisables, de plus, en eaux salées, où l'on n'a jamais vu prospérer la moindre cuisse de grenouille vivante. Replongeant en avril dernier dans ces eaux troubles, la chambre régionale des comptes épluche le coût des *«études, recrutement d'un contractuel, récupération des têtards, préparation d'un terrain protégé contre les rats (les vrais prédateurs sont les hérons), pour 3,7 MF. En pure perte, la variété de grenouille envisagée faisant de surcroît partie des espèces protégées»*. Malgré une préétude aux conclusions négatives quant à un éventuel repeuplement des marais salés de Brière par ces sautillants batraciens, une étude supplémentaire a été payée en 1992. Perseverare grenouillicum.



SCIENCE INFUSE

A Clemenceau, les sciences nat' rendent-elles nigaud ?

Dans un légitime souci de protection de la jeunesse, les enseignants du lycée Clemenceau distribuent à leurs élèves un document du plus haut niveau scientifique sur les méfaits comparés de l'alcool et du cannabis. Malheureusement sans citer leurs sources, ce qui n'est précisément pas d'une rigueur très scientifique. Ainsi, on y apprend entre autres exemples *«qu'un ou deux joints par mois peuvent provoquer des lésions cellulaires»*, que le shit *«entraîne des ruptures chromosomiques»*, qu'on en trouve en *«concentration élevée dans le cerveau et les gonades»* et surtout qu'il *«maintient chez les usagers un niveau de rendement peu élevé et cause la perte de l'ambition»*. Autant

d'affirmations qui restent à prouver. Passons sur les *«on croit que le THC et les autres composants peuvent causer des malformations congénitales»*, croyance d'une rigueur rigoureusement rigoureuse. Des savants -des vrais- se disputent depuis moultes années sur les risques réels du cannabis. Sans conclure, faute de se mettre d'accord. Mais les profs de Clem', qui devraient peut-être arrêter de fumer la moquette, ne s'arrêtent pas à ce genre de détail. Quant au statut juridique de la plante qui fait rire, le document affirme sans autre vérification qu'elle est illégale dans tous les pays. Transmis aux «coffee shops» néerlandais qui apprécieront le cours de géo.

SACRÉ PHILIPPE

Le coupeur de joints

Philippe d'Intervilles du bocage a demandé *«solemnellement»* à Dominique Voynet de démissionner pour avoir déclaré à *Charlie Hebdo* qu'elle avait déjà *«fumé des pétards»*. Philippe trois doigts de Villiers est donc un lecteur de *Charlie Hebdo*. Et il l'avoue. Au nom des militants des vraies valeurs, *La lettre à Lulu* demande donc *«solemnellement»* à Philippe Grillé-total de démissionner sur le champ de tous ses mandats.

Il faut mater le voyeurisme

Les matons de Nantes ne veulent pas laisser les taulards mater. Fin juillet, le syndicat des gardiens de prison a pris un coup de chaud. *«A l'époque où l'on dénote une recrudescence des infractions à caractère pédophile»*, l'UFAP, Union fédérale autonome pénitentiaire *«dénonce le laxisme de l'administration pénitentiaire qui permet de diffuser le plus librement possible sur Canal + et sur les chaînes câblées des programmes dont le caractère pornographique ne laisse aucun doute, sans oublier la vente dans toutes les prisons de revues classées X»*. Enfermés comme leurs pensionnaires, les matons confondent X-phlie et pédophilie. Il n'y a pas d'âge pour se gaver.

MIRACLE VENDÉEN

Docilité, label ventrachoux

Ca s'appelle du *«bus mailing»*. Ça arrive par la poste, sous forme de paquets de petites cartes proposant abonnements préférentiels à des magazines, tapis pour souris d'ordinateurs, offres immobilières... Dans le lot, une carte du Département du Vicomte vante le *«dynamisme économique»* de la Vendée, son *«environnement humain fiable»* et sa *«main d'œuvre stable : 6 fois moins de journées de conflit par salarié en Vendée que dans le reste de la France»*. Au pays des moutons, les tondeurs sont rois.

CROISIÈRE SOLO

Poor lonesome écolo

Pas content Jean-Jacques Marchand, conseiller régional écolo (tendance Waechter), d'avoir été épinglé par *La Lettre à Lulu* d'avril. L'information selon laquelle il appartient au même groupe que les élus «Chasse-Pêche-Tradition» serait une *«fausse nouvelle»*. Vérification faite, il jouit pourtant avec Jean-Louis Bernie, représentant officiel des chasseurs, d'un bureau et d'un secrétariat communs, accordé par la Région aux élus solitaires, et baptisé dans les couloirs de la maison «groupe des non-inscrits». Cela dit, on ne peut pas contester à J.J. Marchand son opposition à la chasse puisqu'il a adhéré au ROC (Rassemblement des Opposants à la Chasse) en 1976. Dont acte.

PLUS LES ALLUMÉES, DITES FIN DE SIÈCLE - NE DITES PLUS N'DORAM, DITES N'DAYE -

Travail de sape à la direction du travail

A la Direction départementale du travail, la Loi de Robien destinée à réduire le temps de travail n'a pas que des amis. Certains fonctionnaires pourtant chargés de monter les dossiers font même de la résistance, défendant des positions de syndicats hostiles à la loi. Exemple : Hyperburo, une supérette de matériel de bureau de St-Herblain propose de passer de 39h à 34h40. Certains agents de la Direction du travail multiplient les interprétations restrictives du texte de loi. Au point que pour faire tomber ce zèle saboteur, la CFDT a été obligée de taper sur la table. Le dossier est débloqué. La table va mieux, merci.

TAPIS Winnie annulée

Après l'amateurisme diplomatique et le fiasco des Allumées Cuba, le CRDC a failli se reprendre les pieds dans le tapis déroulé pour les invitations officielles. Pour le festival Fin de siècle, le CRDC et l'Espace Simone de Beauvoir ont voulu convier Winnie Mandela. Pour aussitôt renoncer, mais fallait quand même y penser. L'ex-épouse de Nelson Mandela est condamnée pour complicité de meurtre, et depuis accusée de deux autres meurtres. Autre hic, Winnie défend à l'ANC la ligne dure anti-blanc : à l'opposé du processus de réconciliation mis en avant dans les débats du festival nantais.

A quand un festival des indésirables ?

PAPIER GAMMÉ La quête des ouvrages bruns

Petite annonce dans le bulletin du Front National de Loire-Atlantique : un bouquiniste achète comptant des livres anciens et modernes. Quel naïf, cet Antoine de Périer* (qui ne donne que son numéro de téléphone). S'il rachète les vieux exemplaires de Mein Kampf à tous les fachos, à qui il va les revendre ?

* Frère d'Arnaud, conseiller régional FN.

NE DITES PLUS LOIS PASQUA-DEBRÉ, DITES LOIS PASQUA-DEBRÉ - NE DITES PLUS LE

LATULULULU?

• **VLADIMIR ILITCH, CET INCONNU** *Le Courrier de Paimbœuf, 27 juin 97*

Une histoire vraie toute mignonne contée par l'hebdo du pays de Retz. À un père de famille cherchant à Pornic la maison où a résidé Lénine pendant l'été 1910, un agent municipal rétorque : «Oui, c'est bien la rue Mondésir, mais les Nine, je ne connais pas. Ce ne sont pas des Pornicais, en tout cas !» Nom de nom, Vladimir Ilitch, c'est pas du coin, ça !

• **LE BARON CUMULARD** *Le Figaro, 1^{er} août 97*

Dans un article sur le cumul de mandats électifs, le Figaro fourre dans le même sac des «Gargantua Politiques», des «grand féodaux» et des «cumulards impénitents» une sélection serrée des plus brillants symboles : Guichard y voisine avec Lecanuet, Chaban, Juppé, et Mitterrand pour contrebalancer un peu. Tu quoque, mi Figaro...

• **PIPI CACA À PRIX COÛTANT** *Talents 44 n°18, sept. 97*

Boudées, les 24 sanisettes Decaux de Nantes. Chacune de ces vespasiennes à péage, explique le mensuel culturel *Talents 44*, n'ouvre en moyenne que pour trois personnes par jour, mais coûte 2,4 MF par an (chiffre 1995) à la Ville, qui a décidé de mettre fin au contrat. Ce qui donnait l'envie pressante à 2F, subventionnée à hauteur de 82,86 F par l'ensemble des contribuables. Decaux l'avait bien compris : les petits besoins font les grandes nécessités.

• **VIENS M'AIMER SOUS LES PALUDIERS** *Instant Liberté, juillet-août 97*

Ce magazine gratuit des compagnies TAT et Air-Liberté fusionnées consacre un article aux marais salants corses, incidemment comparés à ceux de Guérande : «Ainsi, les palétuviers d'Atlantique sont plutôt qualifiés de saulniers à Porto Vecchio». Pour s'enrichir en calcium, ce sel n'a besoin que d'une grosse coquille.

• **LE BLANC PRÉFÉRÉ À LA JAUNAIE** *St-Sébastien-sur-Loire, juillet-août-septembre 97*

La mairie de St-Sébastien a baptisé une rue De Charette. Plutôt que d'honorer le Roi des Vendéens «symbole d'une guerre de sécession unique en France, d'une guerre contre la République», la gauche qui s'exprime dans le «mot de l'opposition» du magazine municipal suggère de nommer la rue «allée du traité de Paix de 1795», en souvenir du pacte de pacification entre Vendéens et Républicains signé à la Jaunaie, à quelques centaines de mètres de là. «Exemple unique dans l'histoire, un traité de paix est signé entre deux belligérants de même nationalité» dit le socialiste Joël Tessier. La droite reste fidèle au Blanc.

• **COCOCOLÈRE** *Le Monde, 1^{er} août 97*

Le toujours président du F.C.N.A. Jean-René Toumelin a rendu les honneurs à Jean-Claude Suaudeau, après que celui-ci lui ait rendu son maillot d'entraîneur : «Coco n'a plus trente-cinq ans, il supporte difficilement les contrariétés». C'est du tacle au tac ?

Lulu cherche rabatteurs

Vous lisez le Figaro, votre bulletin paroissial, une lettre confidentielle, un fanzine d'entreprise, un journal à diffusion restreinte ? Pas Lulu. Mais vous pouvez lui envoyer des coupures datées d'articles qui vous font sourire ou bondir. Histoire d'enfiler ces perles glanées à droite ou à gauche.

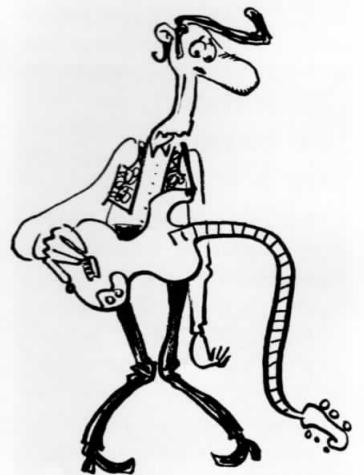
ZIQUE-ZAG

Je t'aide, moi non plus

Chanté sur l'air des promesses,
l'accès à la salle rock trouve porte close.

Guitariste pro depuis 30 ans, notamment d'Hervé Vilard, Christophe et Sardou, le Nantais Ismet Mered se décarcasse depuis 1994 pour promouvoir des musiciens et groupes francophones régionaux, offrir enregistrement de CD et tournée aux vainqueurs. Bénévolence. Faute de subvention, l'opération les «Révélation» se contente de partenariats directs, studios d'enregistrement, radios, pizaiolos à vespa, marchands d'instruments... A Nantes, l'adjoint à la culture Yannick Guin promet d'aider l'initiative. Pour ses concerts, l'association qui gère ces «Révélation»

demande à utiliser la salle l'Olympic, subventionnée par la Ville. Accepté, mais au tarif fort : 18 331,20 F la soirée, plus la moitié de la recette du bar à rétrocéder, et une dîme de 0,28 F hors taxes par gobelet servi. A votre santé ! Déjà, c'était pas un cadeau. Mais le pire, c'est que Yannick Guin a finalement écrit fin juin son refus de louer l'Olympic, prétextant un «avis défavorable» d'une obscure commission «chargée d'examiner les projets présentés par des associations» dont personne n'avait jamais parlé avant. Ce qui tombe à pic pour écarter toute aide à ce tremplin que l'asso-



ciation municipale Trempolino n'a pas su monter. C'est sans doute ça, le jeu Olympic.

* L'an dernier, ce tremplin de jeunes talents a sélectionné 12 groupes sur 865 envois de cassettes. Cet automne, l'appel est national mais la finale reste nantaise.

Rentrée : les notables font l'école buissonnière

Les notables du cru sont dans un trou noir. Que font les attaché(e)s de presse ?

Le Top 44 ne respecte rien. Pas même les nouveaux députés de Nantes qui, après avoir squatté les premières places en juin, ont carrément disparu lorsque la rentrée fut venue. Une rentrée difficile pour les habitués du Top : Jean-Marc Ayrault perd quatre places (on compte sur lui en octobre pour retrouver ses scores himalayens) ; Elisabeth Hubert se maintient par miracle ; évaporation de la plupart des V.I.P. locaux... Quant au baron Guichard, il nous fait une chute de trente places : chercherait-il la sortie ?

A noter deux exceptions notables (c'est le cas de le dire) : Marie-Françoise Gonin, stakhanoviste du communiqué de presse, voit ses efforts récompensés par une honorable 28^e place, et l'inénarrable Charles Gautier remonte vingt places après avoir écumé les pages locales de notre presse chérie. Comme quoi faut pas se moquer des laborieux.

Saluons enfin l'entrée au top du Top de N'Diaye qui remplace ainsi au pied levé le regretté N'Doram et l'excellente 13^e place de Jean Rouxel, médaille d'or du CNRS. La preuve qu'à Nantes on a aussi des têtes.

Une précision : l'excellente prestation des basketteurs de l'Hermine (malheureusement pas confirmée sur le terrain) n'est due qu'à la série de clichés couleur publiée par P.O. le samedi. De l'art du bouche-trou.

Pour clore ce Top de rentrée, tirons notre révérence à la nouvelle reine de Nantes, qui pousse la perfection jusqu'à son patronyme. Royale, la miss.

CLASSEMENT SEPTEMBRE 97

Les points sont attribués en fonction de l'emplacement de la photo dans les éditions de Ouest-France et de l'Éclair : 1^{ère} page et/ou couleur, 5 pts ; pages nationales, 4 pts ; pages régionales, 3 pts ; pages départementales, 2 pts ; locales et sports, 1 pt.

1. GANDI Chris	(21)	le mahatma de l'Hermine
2. BLOCH Daniel	(20)	aide-dégraisseur de mammoth
3. MILLING Kyle	(19)	bûcheron de la raquette
4. ROI Olivier	(17)	à côté de ses baskets
5. AYRAULT Jean-Marc	(14)	agent d'ambiance
6. N'DIAYE Samba	(14)	faux brésilien
7. HAMON Jean-Joseph	(13)	bizut de Bouaye
8. HUBERT Elisabeth	(13)	suppo transitoire
9. MOUTEL Michel	(13)	carriériste de la calotte
10. PARFAIT Caroll	(13)	lady de Nantes
11. GUYOT Laurent	(12)	centralien de la Beaujoire
12. MUSTIÈRE Alain	(12)	consulaire de rien
13. ROUXEL Jean	(12)	professeur glagla
14. GOURVENNEC Jocelyn	(11)	plus ultra
15. GENDEK Jocelyn	(10)	herministe
16. MANSON Lionel	(10)	herminophile
17. BULTEAU Hélène	(9)	presque Parfait
18. CLOUET Marine	(9)	presque Parfait bis
19. DECROIX Éric	(9)	chaude relance
20. LIÈVRE Stéphane	(9)	homme de pelouse
21. BLAISE Jean	(8)	gourou apocalyptique
22. DEJOIE Luc	(8)	désincarnet
23. GAUTIER Charles	(8)	vice-député
24. MARESCHAL Patrick	(8)	doublure lumière
25. FERRI Jean-Michel	(7)	bon bourrin
26. FLOCH Jacques	(7)	golfeur
27. GIALLANZA Gaetano	(7)	joker
28. GONIN Marie-Françoise	(7)	salade verte
29. GRALEPOIS Pierre	(7)	ancien imprimeur
30. GUESSARD Marc	(7)	marin d'estuaire
31. HB2	(7)	Hip-hopérateurs
32. JAUNAIT Jean-Claude	(7)	super UPLA
33. LAUTREY Bruno	(7)	roi carnaval CGT
34. SELLIMI Adel	(7)	espoir
35. TURBELLIER Les époux	(7)	vieux noceurs
36. DA ROCHA Frédéric	(6)	footiste
37. DENOUEIX Raynald	(6)	cocoboy
38. ELIBY	(6)	humoriste opiniâtre
39. GERMINET Robert	(6)	halte aux Mines antipersonnelles
40. GUICHARD Olivier	(6)	pré-retraité
41. HOCDÉ Yves	(6)	rameur
42. BERNARD James	(6)	défenseur passif
43. KERBIRIOU Stéphanie	(6)	tombeuse
44. POTIRON Gérard	(6)	cucurbitacée



LATULULULU?

• VRAIS FAUSSAIRES DES QUAIS

Ouest France, 29 août 97

Il y a quatre ans naissait ASM, Atlantique services maritimes, la société des dockers de St-Nazaire, à contre-courant des positions nationales du syndicat CGT hégémonique. Aujourd'hui, son leader Gilles Denigot fait le point. Traités à partir de leur sécession de 1992 de «renégats» et d'«indésirables» par la pure et dure CGT Ports et Docks, ces dockers restent affiliés à une CGT, mais maison. En poussant le particularisme local jusqu'à se délivrer de «vraies-fausse cartes que l'on imprime nous-mêmes». Malgré ce détournement de fonds, et cette captation d'image, la CGT -la vraie- ne bronche pas.

• L'APARTHEID À LA BAULOISE

Ouest France, 2 septembre 97

Lors de la coupe de France de football sur plage fin août, cinq joueurs français ont été refusés d'un camping de Pornichet. «Pas de Beurs chez nous» a plaidé le directeur du camping. O.-F. note aussi que des footballeurs ont subi des évictions au faciès à l'entrée de deux night-clubs baulois. La «plus belle plage d'Europe» rêve d'interdire le bronzing pour éviter des fâcheuses confusions.

• PERFIDE OUDON

Marianne, 4 août 97

Les britanniques villageois du bourg de Stow-on-the-Wold ont carrément refusé, par référendum et à quatre contre un, de se voir jumelés avec Oudon, près de Nantes. «Explication donnée par les récalcitrants : «La France est un pays de merde.» Ces héréditaires ennemis «ont rappelé les méfaits de Napoléon, le rôle de Vichy et les mesures prises contre les importations de bœuf britannique.» Patriotes nantais, boy-cottons Marks & Spencer et le boulevard des Anglais !

• BABETH MÈRE COURAGE

Le Figaro, 31 juillet 97

Plutôt que d'envoyer vos gniards en maison de correction, confiez-les deux heures à Elisabeth Hubert, qui sait s'y prendre avec la graine de potence : «Je prends souvent le train. Cela m'arrive de dire à un enfant qui bouscule tout le monde : «Maintenant tu arrêtes !» Les gens sont sidérés. Mais ils approuvent. Il faut avoir le courage d'intervenir.» Tant qu'elle leur file pas des claques...

• RÉCLAME

Publicité pour B.F.M., septembre 97

Sous le slogan «l'actualité tous les quarts d'heure», la «nouvelle radio de l'info» B.F.M. utilise l'image de députés siégeant dans l'hémicycle du Palais-Bourbon. Et qui reconnaît-on ? L'irréparable Etienne Garnier... Info pour info, rappelons aux confrères de la bande F.M. que l'Etienne n'est plus député depuis juin dernier, s'étant fait sortir par les électeurs de Saint-Nazaire dès le premier tour de scrutin. Ce qui fait quand même quelques quarts d'heure d'info à rattraper.



Les voisins de l'église nantaise Saint-Similien se sont bien aperçus que des grillages, verts et de bonne tenue, ont été installés pour fermer le square de l'édifice cultuel. Mais, nom de Dieu, ils se demandent bien pourquoi... Eh bien, c'est pour une grande cause : des mines antipersonnelles sont disséminées dans le square du saint site, interdisant du coup son accès aux va-nu-pied et autres gueux. Lady Di en personne s'était déplacée pour procéder elle-même au déminage, événement passé complètement sous silence à l'époque par la presse locale.

ENFER ET CONTRE TOUS

La mégère gère sa réputation

Feuilleton : les aventures de quartier d'une harpie qui ne fait pas de quartier.

Monique Colvez est frappée d'un mal étrange : la coïncidence. La harpie épouse d'un ex-grand flic devenu ex-magistrat, a strictement la même voix qu'une soi-disant «journaliste indépendante» qui appelle les vrais journalistes, prétendant contre-enquêter sur elle-même. Euh... pardon, sur Mme Colvez. Au téléphone, elle se répand -anonymement- en calomnies sur ses voisins, dénonce les «saloperies» des journalistes. Ce dédoublement de personnalité n'a qu'un danger : multiplier les nuisances par deux.

Dans le quartier, tout va bien. A part le feu dans un sapin, et une séance de strip-tease sur son trottoir où Monique hystérique a exhibé ses

roploplos presque sexagénaires. Monique et ses roberts ont été embarqués au poste. Les flics du commissariat de St-Herblain ont craqué, ils l'ont relâchée vers 4 heures du mat'. En revenant au logis matrimonial, ce cher ange a hurlé à son époux : «t'as encore sifflé tout le whisky !» Deux fois condamnée à Nantes pour injures racistes, et voiture rayée, madame a vu sa peine commuée en amende à Rennes et sa condamnation à 2 mois de prison ferme partiellement escamotée -mais pas amnistiée- par la grâce présidentielle du 14 juillet. Décontenancé par ces issues judiciaires, le comité de soutien aux voisins prépare une nouvelle manif le 18 octobre. Les observateurs

notent aussi une recrudescence de l'infirmité les nuits de pleine lune et quand le couple est au complet. Le problème, c'est que François Colvez, finalement mis à la retraite de la magistrature, est tout le temps chez lui. De quoi terroriser les petits enfants du voisin. Des dangers du rapprochement familial.



COMBIEN Y A-T-IL DE NUMÉROS DE LA LETTRE À LULU POUR 100FR?

Nom et prénom _____
 Adresse _____
 Ville _____ Code postal _____
 Ab. Réab.

Chèque à «La lutte à Leuleu»
 B.P. 48603 - 44186 Nantes cédex 4

Ont œuvré à ce numéro :
 Rachel Collard, Philippe Dossal, Frap,
 Loïc Lelièvre, Nicolas de La Casinière, Yves
 Magne, Isabelle Mathelier, Eric Sagot, Tanq
 Mise en page : Nathalie Bradin
 Directeur de publication : Eric Chalmel
 Producteur : Robert Cavalier
 N°N ISSN : 1270-4911
 N° CPPAP : 77122AS
 Dépôt légal : à parution
 Merci à Double Mixte pour la mise en page
 et l'infographie
 La Lettre à Lulu est éditée à 1 700 exemplaires
 par Espace Repra Nantes sur Xerox Docutech
 pour LA LUTTRE À LEULEU asso. 1901
 BP 48603 44186 NANTES Cedex 4
 e-mail : luluzimail@calva.net

